



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT,  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
ET DES ENQUÊTES PUBLIQUES**

**ARRÊTÉ N° 52-2020-09-202 DU 18/09/2020**

**portant mise en demeure de suspendre l'activité de la SAS FE Sainte Anne,  
sur le territoire de la commune de CHÂTEAUVILLAIN,  
commune associée d'ESSEY-LES-PONTS**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-7 ;

VU les arrêtés de permis de construire délivrés le 04 juin 2014 pour la construction du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS composé de 7 éoliennes d'une hauteur totale en bout de pale de 150 mètres ;

VU les arrêtés de permis de construire modificatifs délivrés le 10 février 2016 pour la construction du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS composé de 7 éoliennes d'une hauteur totale en bout de pale de 158,3 mètres ;

VU la demande de bénéfice des droits acquis sollicitée par la société Innovent en date du 23 juin 2016 pour son parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS ;

VU l'arrêté préfectoral n°2604 du 30 novembre 2016 de prescriptions pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de CHÂTEAUVILLAIN pour la société INNOVENT pour son parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS et actant le déplacement des éoliennes et l'augmentation de la hauteur totale des éoliennes en bout de pale à 158,3 mètres ;

VU la lettre préfectorale du 5 octobre 2017 actant les modifications des conditions d'exploitation du parc éolien d'ESSEY-LES-PONTS, à savoir le matériau des mâts des éoliennes (mâts en panneaux de bois) et la puissance unitaire des éoliennes (portée à 3 MW) ;

VU la lettre préfectorale du 14 mai 2018 actant la scission du parc éolien autorisé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 au profit de la société FE Sainte-Anne pour les éoliennes E3, E5 et E7 et de la société FE Saint-Julien pour les éoliennes E1, E2, E4 et E6 ;

VU la lettre préfectorale du 5 novembre 2018 actant les modifications des conditions d'exploitation, à savoir le déplacement de l'éolienne E3 et la réduction de la puissance unitaire des éoliennes à 2 MW ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°3117 du 4 décembre 2017 relatif au parc éolien FE Saint-ANNE et portant sur la prorogation du délai de mise en service de ces éoliennes autorisées sur la commune de CHÂTEAUVILLAIN jusqu'au 30 avril 2019 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2019 suite à la visite sur site du 26/04/2019 en présence du chef de chantier représentant la société INNOVENT, de la brigade de gendarmerie de CHÂTEAUVILLAIN et des représentants des services de la direction départementale des territoires de Haute-Marne ;

VU l'arrêté n° 2231 du 3 juillet 2019 ;

VU les observations du cabinet d'avocat GREENLAW du 19 septembre 2019, pour le compte de l'exploitant, sur le projet d'arrêté de mise en demeure, de suspension et de mesures conservatoires qui a été porté à sa connaissance pendant un délai de 7 jours, par courrier en recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3046 du 23 octobre 2019 portant mis en demeure de régulariser la situation administrative et de suspendre l'activité de la SAS FE Sainte-Anne sur le territoire de la commune de CHÂTEAUVILLAIN, commune associée d'ESSEY-LES-PONTS ;

VU le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale le 7 mai 2020 ;

VU la demande de la société en date du 6 avril 2020 ;

VU le courrier du 24 juin 2020 de la société ;

VU les observations de la société FE Sainte-Anne, via un courrier de son conseil, le cabinet d'avocat GREENLAW, en date du 13 août 2020 ;



CONSIDÉRANT que le modèle d'éoliennes constaté en cours de construction le 26/04/2019 par l'inspection des installations classées ne correspond pas au modèle autorisé mais correspond au modèle qui a été jugé constituer une modification substantielle par lettre préfectorale du 26 février 2019 (éoliennes présentant un mât hybride constitué d'une base en panneaux de bois surmontée d'un fut métallique en remplacement d'éoliennes avec mât en panneaux de bois sur toute la hauteur) et qu'à ce titre l'exploitant doit déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant du parc éolien Sainte-Anne précité a été informé par oral de cette décision du 26 février 2019 par la préfète de la Haute-Marne le 3 avril 2019 et par le ministère de l'écologie (DGPR) quelques jours plus tôt ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas de l'autorisation environnementale pour exploiter des éoliennes dotées d'un tel mât hybride et qu'aucun dossier de demande d'autorisation n'a été déposé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 du code de l'environnement prescrit :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

*Elle peut suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages ou la poursuite des travaux, opérations ou activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure. » ;*

CONSIDÉRANT qu'il convient d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 23 octobre 2019 compte tenu du dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, mais de maintenir la suspension de l'activité jusqu'à ce qu'il soit statué sur le dossier de demande ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de suspendre les travaux dans l'attente qu'il soit statué sur la régularisation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, par le biais de son conseil, a fait valoir que le maintien de la structure bois de l'éolienne E3 en l'état actuel, incomplète et exposée aux intempéries, pouvait mener à sa détérioration et entraîner par conséquent des risques pour la sécurité du public amené à fréquenter les abords du chantier ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, par le biais de son conseil, fait valoir que la pose, au sommet de la structure actuelle de l'éolienne E3, d'une structure métallique de tête (PRS), serait de nature à diminuer la dégradation de la structure et donc les risques pour la sécurité publique aux abords du chantier ;

CONSIDÉRANT qu'il joint, en appui aux courriers susvisés des 24 juin et 13 août 2020, un écrit du cabinet Cambium Ingénierie SA, selon lequel « *la seule mise en place du PRS sur E3 permettrait de pérenniser rapidement et durablement l'ouvrage* » ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas identifié de risque ou d'impact supplémentaire lié à la mise en place de cette PRS sur la structure actuelle E3, et que l'exploitant s'est par ailleurs engagé à limiter son intervention sur le chantier à cette seule opération ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

### **Article 1 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral n° 3046 du 23 octobre 2019 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et de suspendre l'activité par la SAS FE Sainte Anne, sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN, commune associée d'ESSEY-LES-PONTS, est abrogé.

### **Article 2 : Mise en demeure de suspension de l'activité**

La société SAS FE SAINTE-ANNE, dont le siège social est implanté 5 rue Horus, parc de la Haute-Borne, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ est mise en demeure de suspendre immédiatement la poursuite des travaux jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette demande d'autorisation.

Il est fait exception à cette mesure de suspension pour la seule réalisation des travaux de sécurisation de la structure actuelle de l'éolienne E3, en vue d'assurer la sécurité du public aux abords du chantier par la pose d'une structure métallique de tête.

### **Article 3 : Suite administrative**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'Environnement.

### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de CHÂTEAUVILLAIN, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de CHÂTEAUVILLAIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

#### **Délais et voies de recours**

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne) ou par le biais de l'application Télérecours citoyen : ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Chaumont, le 18/09/2020

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture



François ROSA

